Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1522

L'ESS, les entreprises sociales et le capitalisme : "énoncer ce qui nous sépare"

- Interviews et textes de références - Interviews -

Date de mise en ligne : samedi 8 mai 2010

Description :

Dans une interview à APEAS, Nadine Richez-Battesti, économiste, invite à débattre des rapports de l'ESS au capitalisme.

Rencontres Sociales

Dans une interview à APEAS, Nadine Richez-Battesti, économiste, invite à débattre des rapports de l'ESS au capitalisme.

[http://www.apeas.fr/IMG/jpg/00167.jpg]

Début 2010 le Mouves (Mouvement des entrepreneurs sociaux) a vu le jour, à l'initiative d'associations d'insertion et de représentants des « entreprises sociales ». Rassembler sous une même bannière des acteurs de l'économie sociale et des entreprises sociales pose une question fondamentale : quel rapport entretient-on avec le capitalisme ? Ce qui a fait réagir Jean-François Draperi, animateur de la revue Recma par un article intitulé L'entrepreneuriat social, un mouvement de pensée inscrit dans le capitalisme.

Autrement dit, les adjectifs « social et solidaire » sont à double tranchant, une volonté d'émancipation de transformation sociale pour certains, un secteur d'activité économique pour d'autres. Dans le premier cas on se situe dans le paradigme d'une société « acapitaliste », dans le second on est clairement dans le capitalisme, même si on imagine pouvoir le réguler.

Nous avons voulu connaitre le regard de Nadine Richez-Battesti, économiste, co-directrice du Master RH économie sociale et solidaire à l'Université de la Méditerranée et chercheure au LEST-cnrs, membre du comité de rédaction de la Recma et fervente défenseur de l'ESS comme espace de conquête de liberté et d'émancipation.

Le vocable d'ESS, économie sociale et solidaire, s'impose dans le langage, pourtant derrière ces deux termes il y a deux mondes différents, souvent dans des rapports de défiance, qui peinent à s'entendre sur une position vis à vis du capitalisme. Vous utilisez sciemment ce terme et avez souvent servi de « go between » entre les deux, pourquoi ?

On fait souvent le reproche à l'économie sociale de s'être institutionnalisée et d'avoir perdu ses valeurs fondatrices, notamment la gouvernance participative. On retrouve cette analyse, particulièrement dans le travail critique de Jean-Louis Laville et du Crida. Elle est judicieuse et elle appelle un débat, mais pas n'importe comment.
Si le débat permet de retravailler les fondamentaux, c'est à dire la qualité des services, l'émancipation, la réponse à de nouveaux besoins, l'innovation sociale, alors ça vaut la peine.
Si le débat enferme, crispe et divise alors il devient dangereux. J'ai choisi très tôt le terme ESS, comme posture stratégique qui rappelle à l'économie sociale de ne pas oublier l'émancipation, la participation et à l'économie solidaire de ne pas oublier que les règles et les statuts rendent possible son projet.

Il y a un vrai enjeu à préserver des formes de propriétés collectives dans l'économie, parce que la propriété des moyens de production est centrale dans une perspective « d'acapitalisme ».
Je rejoins la position du Labo de l'ESS lorsqu'il reprend le terme ESS, c'est sur ce terme que je me bats depuis dix ans, pour servir d'interface entre ce que dit Jean-François Draperi et la Recma d'un coté et l'équipe de Jean-Louis

Copyright © Rencontres Sociales

Laville de l'autre.
On est suffisamment petits et méconnus pour ne pas nous scinder.

Où en l'économie sociale et l'économie solidaire vis à vis du capitalisme ?

Statutairement et historiquement l'économie sociale est « acapitaliste », c'est à dire qu'elle ne défend pas la propriété privée des moyens de production. Mais elle n'est pas anticapitaliste idéologiquement, parce qu'elle pense que pour certains services et types de production, le capitalisme est difficilement dépassable. Y compris parce que certaines activités sont soumises à des normes qui rendent difficiles d'échapper à l'idéologie ou aux représentations dominantes, induisant un isomorphisme normatif [1].

L'économie alternative et solidaire se situerait plus dans une alternative au capitalisme, parce qu'elle est moins institutionnalisée, parce qu'elle met plus l'accent sur la société civile et les regroupements volontaires. Mais en tant qu'alternative, elle a privilégié l'engagement et la finalité sur l'entrepreneuriat et les règles d'organisation. Aussi il me semble qu'elle oscille souvent entre négation de l'entrepreneuriat au profit du projet et sur valorisation de l'entrepreneuriat lorsque certains de ses acteurs rencontrent l'entrepreneuriat social.
Finalement, je me demande si le débat sur l'entrepreneuriat ne vient pas faire écran aujourd'hui à celui qui porterait sur le rapport au capitalisme.

Finalement, je me demande si le débat sur l'entrepreneuriat ne vient pas faire écran aujourd'hui à celui qui porterait sur le rapport au capitalisme.

Y a-t-il un véritable débat sur ce sujet de fond, qui fonde l'identité des uns et des autres ?

Non, je crois que ce débat fait défaut. Mais il faut être prudent de ne pas nous diviser davantage aux yeux de l'opinion publique. Je pense qu'il faudrait deux niveaux de débat.
En premier lieu, un débat « en interne », au sein des courants et entre courants de l'ESS, notamment autour de la question de comment on peut avancer sur les écarts entre les valeurs fondatrices et les pratiques, dans le rapport au capitalisme...
En second lieu, il y a le débat « en externe », avec d'autres acteurs économiques et la société civile. Non seulement ce niveau de débat est insuffisant, mais le plus souvent, il contribue à brouiller notre image car nous débattons de détails plus que de l'essentiel, c'est à dire la capacité des personnes à s'associer pour réaliser un projet et à mettre en oeuvre des règles d'organisation démocratiques et participatives. Pour l'instant ce qui émerge en externe n'est pas le bon niveau de débat. On brouille notre image vis à vis de l'opinion publique. Il faudrait discuter de ce dont on devrait débattre publiquement.

Le Mouves vient de se créer, avec en son sein une composante d'entreprises sociales, dont certaines semblent ambigües...

Il y a une offensive sur le terme entreprise sociale qui est pourtant un terme valise à significations multiples. Schématiquement, on peut distinguer deux grandes oppositions.
D'un côté le terme caractérise des organisations ancrées dans l'ESS, qui se présentent comme force d'innovation sociale et de gouvernance partenariale dans les territoires. Mais la question des droits de propriété, et donc celle d'une propriété collective et impartageable n'est pas posée En ce sens, l'entreprise sociale ne recoupe pas complètement l'ESS même si elle s'en rapproche. On retrouverait ici plutôt une conception européenne de l'entreprise sociale.
De l'autre côté, il y a des entreprises sociales constitutives d'un capitalisme social, voir d'un nouveau capitalisme qui fait des pauvres un nouveau marché. Elles reposent sur le modèle préconisé par la Harvard Business School dès la fin des années 80 et popularisé par Muhamad Yunus, qu'on appelle le « social business ». On est clairement dans un segment d'activité du capitalisme, qu'on peut qualifier de philanthropique ou compassionnel, parce qu'il se soucie des plus pauvres. Des entreprises capitalistes françaises (Veolia, Danone...) en sont une illustration. En complément de leur activité traditionnelle dans les pays industrialisés, elles développent une activité sociale ou environnementale en direction de pays en voie de développement et notamment du Bengladesh. Elles externalisent la « bonne pratique » en direction des pauvres, segmentent leur activité. Au final les pratiques vertueuses n'atteignent jamais le coeur même de l'outil de production. Cela empêche de construire l'activité économique comme un espace d'émancipation.

... des entreprises sociales constitutives d'un capitalisme social, voir d'un nouveau capitalisme qui fait des pauvres un nouveau marché.

Pourtant le terme d'entreprise sociale s'impose partout comme un renouveau du capitalisme à visage humain et respectueux de la planète...

Je vois bien que l'entreprise sociale est une terminologie pratique sur le plan international, créant un certain consensus..., aisément traductible, particulièrement dans les pays où l'influence américaine est soutenue. Elle caractérise le plus souvent des opérations entrepreneuriales orientées vers de populations en difficultés et présentées comme innovantes. J'entends bien aussi l'ambition française et plus largement européenne de créer leur propre conception de l'entreprise sociale dix ans après les américains. Mais j'ai un peu peur qu'ils sous estiment la capacité du modèle américain à diffuser sa propre conception en éliminant les autres, et la force centrifuge du capitalisme, prompt à tout récupérer.

Quelle serait la bonne posture vis à vis du business social ?

D'abord il faudrait énoncer ce qui sépare l'ESS du business social, que je résumerais en trois points.

Le premier c'est l'opposition entre un modèle descendant (« top-down ») du business social, et plus généralement de l'entreprise capitaliste, et un modèle ascendant (« bottom-up ») caractéristique de l'ESS qui fait du territoire le creuset de l'économie. Ce n'est pas l'entreprise qui crée l'activité, ce sont le hommes et les femmes qui habitent un territoire qui déterminent les besoins et les activités nécessaires et créent des entreprises. L'entreprise n'est qu'un outil et non une finalité. Les modèles pyramidaux descendants cherchent à amener les pauvres à consommer, alors qu'il faut contribuer à la construction de leur autonomie et de leur capacité à produire : , c'est la fable du pécheur1.

Copyright © Rencontres Sociales

Le deuxième concerne la propriété de l'outil de production. D'un côté l'outil de production appartient à un petit nombre d'actionnaires, de l'autre il est aux mains de l'ensemble des acteurs qui participent à l'activité et qui en assument la gestion dans une logique d'émancipation.

Le troisième, c'est la dimension collective de l'entreprise. Derrière l'entrepreneur social il y a l'entrepreneur en tant qu'individu, dans le cadre d'un projet individuel, alors que l'économie sociale est fondée sur un entrepreneuriat collectif et sur la solidarité de ses membres. Le modèle du capitalisme philantropique reste un modèle néo-paternaliste et individualiste.

Derrière ces trois points d'opposition, il me semble qu'il y a deux enjeux.

Celui de la croissance et de la richesse. Pour se reproduire et s'étendre, le marché crée artificiellement du besoin, permettant de générer ainsi toujours plus de production, et de consommation. Et donc toujours plus de croissance. Mais cette croissance n'est par forcément synonyme d'une augmentation de la richesse ou de sa meilleure répartition. Il importe donc de sortir d'une conception étroite et datée de la croissance pour repenser la richesse. Et avec elle, il faut réussir à produire localement, moins et mieux, en fonction de besoin réels.

De façon liée, l'autre enjeu est celui de l'évaluation. Elle reste prisonnière du carcan la performance et de la quantité. La conception courante de l'évaluation est trop étroite et à visée performative. Or l'évaluation doit aussi prendre en compte les usages et l'accessibilité des biens et des services et plus largement les impacts sociétaux, trop souvent négligés.

Au final on retrouve bien l'idée d'encastrement de l'économie dans le social et le politique qu'a formulé Karl Polanyi. Cet encastrement explicite le positionnement de l'ESS dans une économie plurielle.

Aussi, plus que de rejeter le business social, qui constitue aujourd'hui une des tendances du capitalisme, il importe de dire ce qui nous en différencie. Il importe aussi de dialoguer avec les entreprises sociales proches du modèle européen, pour qu'elles se distinguent d'un capitalisme social et de l'entreprise à finalité lucrative en revendiquant la gamme complète de leurs spécificités.

Au final on retrouve bien l'idée d'encastrement de l'économie dans le social et le politique qu'a formulé Karl Polanyi. Cet encastrement explicite le positionnement de l'ESS dans une économie plurielle.

Quelle pourrait être une revendication de l'ESS ?

Avant tout je dirais qu'une vraie revendication serait la reconquête de la liberté de créer de l'activité collective, de construire des règles communes dans une organisation économique qui ne se limite pas à la forme individuelle (le mythe de l'auto-entrepreneur) ou à la forme actionnariale (le mythe du tous propriétaire). Tout cela est nécessaire pour redynamiser des alternatives au capitalisme. Or de plus en plus, les procédures de marchés publics rendent difficiles aux petites organisations de répondre, voir imposent un modèle qui est celui de l'entreprise « for profit »... Il y a là un véritable danger d'extinction de l'ESS et d'extension d'un capitalisme à vocation hégémonique.

Ensuite je dirait que l'ESS ne doit pas s'enfermer dans « le petit » et l'expérimentation. S'autoriser à généraliser, ne

Copyright © Rencontres Sociales

pas se satisfaire de petites initiatives. « On est bien dans son amap » : c'est très bien une Amap, mais on doit aller beaucoup plus loin en formalisant des circuits courts, en inventant de nouvelles déclinaisons de la proximité, de nouvelles filières productives. C'est d'ailleurs une des volontés de l'entreprise sociale que de s'étendre et se généraliser, mais au prix d'une certaine ambiguité, en passant sous silence la question essentielle de la nature de la propriété et des droits qui lui sont associés.

S'autoriser à généraliser, ne pas se satisfaire de petites initiatives. « On est bien dans son amap » : c'est très bien une Amap, mais on doit aller beaucoup plus loin en formalisant des circuits courts, en inventant de nouvelles déclinaisons de la proximité, de nouvelles filières productives.

Vous insistez beaucoup sur la construction de réponses locales à des besoins économiques locaux, en phase avec le territoire, mais pensez-vous que pour certains services on ai besoin de services publics forts ?

Oui je pense que l'éducation, la santé notamment doivent faire l'objet de politiques publiques et de financement publics, pour que l'accès pour tous soit garanti. Je pense aussi que des partenariats publics-privés pourraient trouver une nouvelle vitalité, dès le moment où les acteurs publics ne font pas de l'ESS un simple subordonné qu'il importe de contrôler tandis qu'ils accordent confiance et liberté au entreprises lucratives. Autrement dit les acteurs publics doivent mieux connaître la diversité des acteurs économiques et se réapproprier la notion de service public.

La crise actuelle montre qu'il est temps non seulement d'encadrer le marché, mais aussi et surtout de réduire le comportement hégémonique de l'entreprise lucrative qui prétend pouvoir et savoir tout faire, y compris l'intérêt général... On le voit l'enjeu est bien celui d'une économie plurielle...

Propos recueillis par Cédric Lefebvre

---

[1] Selon les travaux de Dimaggio et Powell (1983), il s'agit la standardisation des méthodes de travail au sein d'une profession, résultant d'une standardisation de la formation de la main d'oeuvre et de son recrutement, qui s'impose comme une norme aux nouveaux entrants dans la profession

Copyright © Rencontres Sociales